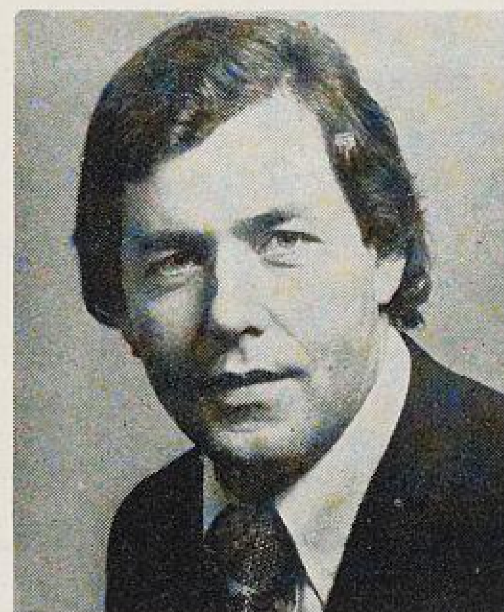
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 19 MARS 1978 - 14e CIRCONSCRIPTION DU NORD

SCRUTIN DE BALLOTTAGE



Robert CAPRON

- Ouvrier, puis cadre administratif chez ARBEL
- Syndicaliste
- Président de l'Union Régionale des C.I.L. (Logement)
- Président de l'Association des Centres Sociaux du Douaisis
- Conseiller Municipal de DOUAI
- Chevalier de l'Ordre National du Mérite



et son suppléant **Gérard DAOUT**

Maître d'œuvre

Président et Responsable de Clubs sportifs

UNION POUR LA DÉFENSE DE NOS LIBERTÉS

• Non au Communisme

Le communisme, partout, écrase les peuples et les travailleurs. **PAS UN SEUL** pays communiste du monde n'a évité la dictature. Les communistes trompent les Français : après avoir tiré à boulets rouges sur les socialistes pendant 6 mois, ils font soudain mine, entre les deux tours, de se réconcilier.

• Oui au Progrès Social

Mais il faut poursuivre activement l'œuvre de progrès social. Contrairement à ce qu'affirme la propagande communiste, le progrès social a été considérable pendant les 20 ans de la 5me République. Qu'on en juge au verso !

OUI au PROGRÈS SOCIAL

La 5ème République
n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait

Pour les jeunes

— **pour leur travail :** stages en entreprise ou stages de formation payés à 90 % par l'Etat pour faciliter leur entrée dans la vie active ; développement de l'apprentissage ; doublement en 5 ans du budget « formation professionnelle » des jeunes.

— **pour leurs loisirs :** aides à plus de 4000 associations ; 1200 éducateurs pour les Maisons de Jeunes ; meilleure information des jeunes grâce à 13 centres régionaux de documentation - Jeunesse.

Pour les travailleurs manuels

— Création du repos compensateur pour les travaux pénibles.

— Mensualisation de tous les travailleurs manuels fin 1977.

— Retraite à 60 ans possible pour trois millions de travailleurs manuels.

— Création du livret d'épargne manuelle.

Pour les artisans et commerçants

— **Améliorations fiscales :** abattement de 20 %, identique à celui des salariés, en cas d'adhésion à un centre de gestion agréé ; allégement de la taxe professionnelle ; meilleure fixation des forfaits.

— **Améliorations sociales :** égalité des prestations familiales ; égalité des régimes maladies pour les gros risques ; relèvement considérable des retraites.

Pour les familles

— création du complément familial le 1er janvier 1978.

— congé post natal de 2 ans.

— garantie de ressources pour les parents isolés (veufs ou séparés).

— augmentation du nombre de travailleuses familiales.

Pour les personnes âgées

— doublement du minimum vieillesse en moins de 4 ans !

— aides pour le maintien à domicile : allocation logement, exonération de la taxe de raccordement téléphonique, création de foyers-restaurants et de clubs (10.000 clubs).

— carte Vermeil de réduction pour le train.

Pour les chômeurs

— La Vme République a créé l'assurance-chômage des ASSEDIC.

— Une indemnisation à 90 % du salaire a été instituée en cas de licenciement pour cause économique.

— Une garantie de ressources de 70 % du salaire est offerte aux chômeurs de plus de 60 ans.

— Un pacte national pour l'emploi des jeunes a été lancé l'été 1977.

Pour les agriculteurs et leurs salariés

— Réalisation progressive de la parité, en matière de revenus et des prestations sociales (assurance-maladie, allocations familiales, etc.).

— Semaine de 40 heures étendue aux salariés agricoles et meilleure protection contre les accidents du travail.

— Prêts à 4 % pour l'installation des jeunes agriculteurs et primes de décohabitation pour les jeunes ménages.

Pour les parents d'élèves

— plus de 2 millions de bourses dans le second degré (presqu'un élève sur deux).

— instauration progressive de la gratuité des livres scolaires et des transports scolaires.

— généralisation des comités de parents.

— le budget de l'Education nationale est devenu le plus gros budget de l'Etat.

CHAQUE VOIX COMPTE : IL FAUT VOTER !

IMP. LEFEBVRE-LÉVÊQUE ET Cie, DOUAI

Vu, les candidats